

Valérie PARISOT

valerie.parisot@univ-rouen.fr



MAÎTRE DE CONFÉRENCES HDR À L'UNIVERSITÉ DE ROUEN

**DOCTEUR EN DROIT DE L'ÉCOLE DE DROIT DE LA SORBONNE
(Université Paris I Panthéon-Sorbonne)**

Bureau : N425

Spécialités :

- *Droit international privé* (Théorie générale / Contentieux international et européen / Conflits de lois) (Droit social international et européen / Droit de la famille / Contrats) ;
- *Droit de l'outre-mer et peuples autochtones* ;
- *Situations de pluralisme au sein d'un même État* (Articulation des systèmes juridiques / Droit et religion / Coutume, etc.) ;
- *Droit de la nationalité* (en lien avec l'Algérie et l'océan Indien) ;
- *Droits fondamentaux* ;
- *Droit comparé* ;
- *Droit colonial*.

Sommaire du curriculum vitae

1. Cursus et parcours professionnel, pages 1 à 3

2. Activités scientifiques, pages 4 à 12

2.1. *Publications et production scientifique, page 4*

2.2. *Encadrement et animation de la recherche, pages 4 à 9*

- Codirection d'une équipe de recherche depuis 2012
- Codirection d'une recherche collective (2015-2017)
- Participation à trois recherches collectives depuis 2014
- Organisation de trois colloques internationaux
- Participation à des jurys de thèse et de Master 2 / Direction de mémoires en Master 2
- Responsabilité d'une chronique collective annuelle aux *Petites Affiches*

2.3. *Colloques, séminaires et journées d'étude, page 9 à 12*

3. Activités d'enseignement, pages 13 à 15

3.1. *À l'Université de Rouen Normandie*

- Cours magistraux et séminaires en tant que maître de conférences (depuis le 1^{er} sept. 2010)
- Formation continue des magistrats et/ou des avocats et préparation des étudiants aux concours juridiques (depuis 2012)
- Cours magistral L1, séminaire M2 et travaux dirigés L2 en tant qu'ATER (2009-2010)

3.2. *En dehors de l'Université de Rouen Normandie*

- Préparation à l'examen d'entrée du CRFPA / Prépa Dalloz (depuis 2017)
- Séminaires en Master 2 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (2011-2015)
- Formation continue des magistrats et/ou des avocats (2011-2012)
- Travaux dirigés pendant la thèse de doctorat (1997-2003)

4. Responsabilités en lien avec mes fonctions universitaires, page 16

4.1. *Responsabilités administratives*

4.2. *Responsabilités pédagogiques*

4.3. *Participation à des comités de sélection*

4.4. *Sociétés savantes et centres de recherches*

En annexe

I. Liste exhaustive et ordonnée des 60 publications, pages I à IX.

II. Liste exhaustive des participations à des jurys de thèse et de Master 2 ainsi que des directions de mémoires en Master 2, pages X à XIII.

1. CURSUS ET PARCOURS PROFESSIONNEL

- ♦ **Habilitation à Diriger des Recherches** en droit décernée à l'unanimité le **6 juill. 2018** par l'Université de Rouen Normandie

Titre du mémoire HDR : *Identité et appartenances*

Garant : M. le Professeur Hugues FULCHIRON, Université Jean Moulin Lyon 3, Institut universitaire de France

Membres du jury :

- Mme le Professeur Fabienne JAULT-SESEKE, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (Paris-Saclay) (rapporteur et président du jury) ;
- Mme le Professeur Cécile LEGROS, Université de Rouen Normandie ;
- Mme Françoise MONÉGER, Professeur honoraire des Universités, Ancien conseiller à la Cour de cassation en service extraordinaire (rapporteur) ;
- M. le Professeur Étienne PATAUT, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne / École de droit de la Sorbonne (rapporteur).

- ♦ **Présentations au premier concours national d'agrégation en Droit privé et en sciences criminelles**

2016-2017 : **Admissibilité** (Présidence de Philippe DELEBECQUE, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne / École de Droit de la Sorbonne) ;

2014-2015 : **Sous-admissibilité** (Présidence de Corinne SAINT-ALARY-HOUIN, Professeur à l'Université Toulouse 1 Capitole) ;

2012-2013 : **Pas de présentation au concours** ;

2010-2011 : **Sous-admissibilité** (Présidence de Jacques MESTRE, Professeur à l'Université Aix-Marseille III).

- ♦ **Vacations d'enseignement** à l'Université **Paris 1 Panthéon-Sorbonne (2011-2015)**
- ♦ **Recrutement** à la session synchronisée de **2010** en tant que **Maître de conférences à l'Université de Rouen Normandie**
- ♦ **Qualification par le CNU** (Section 01. Droit privé et sciences criminelles) aux fonctions de Maître de conférences (**mars 2010**)
- ♦ **Attachée temporaire d'enseignement et de recherche (ATER)** à l'Université de Rouen Normandie (**2009-2010**)

♦ **Doctorat en droit** délivré par l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne / École de Droit de la Sorbonne le **27 févr. 2009** avec la mention Très Honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité (thèse retenue pour le concours des prix de thèses et pour une subvention en vue de son impression)

Titre de la thèse : *Les conflits internes de lois*

Thèse [actualisée] publiée en nov. 2013 aux éditions de l'IRJS, avec une préface de M. le Professeur Paul LAGARDE (Publication n° 2 page II) ; compte rendu par Étienne CORNUT, *Journal du droit international* 2014-4, Bibl. 15, p. 1364-1369.

Directeur de thèse : M. le Professeur Paul Lagarde, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Membres du jury :

- M. le Professeur Bertrand ANCEL, Université Paris 2 Panthéon-Assas (rapporteur) ;
- Mme le Professeur Alegría BORRÁS, Université de Barcelone (Espagne) ;
- Mme le Professeur Pascale DEUMIER, Université Jean Moulin Lyon 3 (rapporteur) ;
- M. le Professeur Georges KHAIRALLAH, Université Paris 2 Panthéon-Assas ;
- M. le Professeur Pierre MAYER, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (président du jury).

Distinctions particulières : thèse couronnée par

- l'*Institut de France* (Prix Charles Aubert – Droit de l'Académie des Sciences morales et politiques) :

http://www.asmp.fr/prix_fondations/palmares_2009.pdf [v. page 20 du Palmarès] ;

- la *Chancellerie des Universités de Paris* (Prix Robert Denner) ;

- le *Centre d'Études des Droits du Monde Arabe* (CEDROMA), au nom de la Faculté de droit et des sciences politiques de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth (Prix Émile Tyan) : https://cedroma.usj.edu.lb/files/prix_emile_tyan.html ;

- le *Centre Français de Droit Comparé* (1^{er} prix de thèse *ex aequo*) :

http://www.centrefdc.org/prix/prix_theses.html.

♦ **Attachée temporaire d'enseignement et de recherche (ATER)** à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne / École de Droit de la Sorbonne (**2001-2003**)

♦ **Allocataire de recherche**. Rectorat de l'Académie de Paris (**1997-2001**)

♦ **Moniteur de l'enseignement supérieur** à l'Université d'Évry Val-d'Essonne (**1999-2001**)

♦ **Auditeur à l'Académie de droit international de La Haye (du 6 au 24 juillet 1998)** [Financement de l'ensemble des frais par une bourse de l'Académie fondée le mérite]

♦ **Vacations d'enseignement entre 1997 et 2001**

- Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne / École de Droit de la Sorbonne (2000-2001) ;
- Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne (UPEC) (Université Paris XII – Val-de-Marne) (1997-1998 ; 1999-2000) ;
- Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (1997-1998).

♦ **Diplôme d'études approfondies (DEA – M2 Recherche) en Droit International Privé et Droit du Commerce International** à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne / École de Droit de la Sorbonne (1997)

Moyenne générale : 14,22 / 20 (*mention Assez Bien – Reçue 4^e de la promotion*) ;

Mémoire sur *Les conflits internes allemands en matière successorale depuis la Réunification* [dirigé par M. le Professeur Paul LAGARDE].

♦ Réussite à l'examen d'entrée au **Centre régional de formation professionnelle d'avocat (CRFPA) (1996)** / IEJ de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne – École de Droit de la Sorbonne

♦ **Maîtrise en droits français et allemand (M1)** (*mention Assez Bien*) et **Magister Legum (L.L.M. Köln/Paris)** (*mention Satisfaisant / Befriedigend – Reçue 3^e de la promotion la dernière année*) : programme d'études juridiques franco-allemandes en quatre ans, suivi aux Universités de Cologne puis de Paris 1 (1992-1996) :

<http://www.univ-parisi.fr/diplomes/double-diplome-en-droits-francais-et-allemand/>

Moyenne générale de la quatrième année (Paris) : 14,54 / 20 (*mention Assez Bien*) ;

Moyenne générale de la troisième année (Paris) : 14,14 / 20 (*mention Assez Bien*) ;

Moyenne générale des deux premières années (Cologne) : 15,2 / 20 (*mention Bien / Vollbefriedigend*).

♦ **Licence (L3)** (*mention Assez Bien*) (1994) puis **Maîtrise (M1) de Langues vivantes étrangères, Mention Allemand** (*mention Très Bien*) (1996) à l'Université Sorbonne Nouvelle Paris 3 en candidate « libre »

Mémoire rédigé en allemand sur *Les régimes successoraux en Allemagne depuis le début du 19^e siècle et leurs incidences sur la propriété foncière* [*Die Erbfolge in Deutschland seit dem Anfang des 19. Jahrhunderts und ihre Auswirkungen auf die Landwirtschaftsstruktur*] [dirigé par M. le Professeur Michel HUBERT].

♦ **Classes préparatoires « Lettres et sciences sociales »** au Lycée du Parc à Lyon (1990-1992)

♦ **Baccalauréat série « C »** (Mathématiques et sciences physiques) (*mention Assez Bien*) (1990)

2. ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES

2.1. PUBLICATIONS ET PRODUCTION SCIENTIFIQUE

Mes recherches portent principalement sur la **construction de l'identité de l'individu à travers une pluralité d'appartenances**. La plupart de mes travaux (réalisés, en cours ou à venir) s'inscrivent dans cette problématique.

La **liste ordonnée des 60 publications** est présentée dans l'Annexe I du *curriculum vitae* (pages I à IX).

2.2. ENCADREMENT ET ANIMATION DE LA RECHERCHE

Codirection d'une équipe de recherche depuis 2012

Codirection, avec Abdelwahab BIAD, Maître de conférences HDR à l'Université de Rouen Normandie, du **Centre de Recherches et d'Études sur les Droits de l'Homme – Droit International et Comparé de Rouen (CREDHO-DIC)**, l'une des trois équipes de recherche du CUREJ, mon laboratoire de rattachement

- *Organisation de séances d'actualité en droit international public et privé*, faisant intervenir tant des enseignants-chercheurs que des doctorants et des docteurs. J'ai prononcé dans ce cadre trois conférences (Communications n° 14, 19 et 20, voir *infra* pages 11 et 12), dont l'une a été publiée (Publication n° 10, page IX) ;
- *Responsabilité d'une chronique collective annuelle en Droit international privé aux Petites Affiches* (voir *infra* page 9 et Annexe I, page V) ;
- *Organisation d'une recherche collective*, portant sur la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (voir *infra* pages 4 et 5). Cette recherche – incluant la conférence que j'ai prononcée à cette occasion – a été publiée (Direction scientifique n° 2, page II / Publication n° 3, page VIII).

Le CREDHO-DIC de l'Université de Rouen Normandie travaille en réseau avec le CREDHO de l'Université Paris Sud : <http://www.credho.org/>.

Codirection d'une recherche collective (2015-2017)

J'ai organisé, avec Abdelwahab BIAD, Maître de conférences HDR à l'Université de Rouen Normandie, **une recherche collective autour de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne**.

Cette recherche a réuni pendant près de deux ans, autour de « réflexions d'étape » organisées tous les deux mois, des enseignants-chercheurs, des docteurs et des doctorants de l'Université de Rouen Normandie ainsi que des Universités de Caen (CRDFED et Institut Demolombe), du Havre (LexFEIM) et de Paris-Sud (CREDHO). Elle s'est inscrite dans la

lignée d'un projet mené par le CREDHO de Rouen entre la fin de l'année 2002 et l'automne 2004, c'est-à-dire à une époque où la Charte n'avait encore aucune force contraignante. Ce travail sur la Charte a été publié : BURGORGUE-LARSEN (Laurence) (dir.), *La France face à la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne*, Préf. Braibant (Guy), Bruxelles, Bruylant (Coll. du CREDHO, n° 8), 2005, 694 pages.

Six ans après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, qui a donné à la Charte la même force contraignante que les traités institutifs, l'objectif de cette nouvelle recherche était de dresser un bilan d'application de la Charte. Sa mise en œuvre concrète par les juridictions a donné lieu à des analyses intéressantes différents pans du droit et a suscité des débats d'une grande richesse. Ces échanges ont mis en exergue un certain nombre de difficultés pratiques, liées bien souvent à des enjeux politiques, tout en éclairant les conditions plus transversales d'applicabilité ou d'interprétation de la Charte.

Le fruit de cette recherche a été publié dans un ouvrage collectif en mai 2018 chez Nemesis / Anthemis, dans la collection « Droit & Justice », avec une préface du Professeur Laurence BURGORGUE-LARSEN (Direction scientifique n° 2, page II).

Dans le cadre de cette recherche, j'ai prononcé le 3 octobre 2016 une conférence intitulée « La Charte des droits fondamentaux, un instrument inutile pour les travailleurs ? » (voir *infra* communication n° 9, page 10).

Participation à trois recherches collectives depuis 2014

1. Participation à une recherche collective portant sur « La place de la coutume à Mayotte », 2018-2020

Cette recherche collective, conduite avec le soutien du GIP Mission de recherche Droit & Justice, s'inscrit dans le prolongement de celle qui a été menée sur la Nouvelle-Calédonie (voir *infra* le point suivant). Elle devrait avoir une durée de deux ans.

Responsables scientifiques du projet : Hugues FULCHIRON, Professeur à l'Université Jean Moulin Lyon 3 ; Aurélien SIRI, Maître de conférences au Centre universitaire de formation et de recherche de Mayotte ; Élise RALSER, Professeur à l'Université de La Réunion, et Étienne CORNUT, Professeur à l'Université de la Nouvelle-Calédonie.

L'équipe de recherche, pluridisciplinaire, associe des juristes (droit public, droit privé, historiens du droit, universitaires et praticiens du droit) à des sociologues, des anthropologues, des ethnologues et des linguistes.

Objectif général de la recherche

La pluralité des statuts personnels à Mayotte, maintenue – en dépit du processus de départementalisation – sur le fondement de l'article 75 de la Constitution française, soulève un grand nombre d'interrogations autour de la détermination du contenu de

la coutume, de son interprétation (et en particulier de son articulation avec le droit musulman) ou encore de l'application de celle-ci par le juge de droit commun. Au-delà de ses enjeux théoriques, cette recherche sur la place de la coutume revêt une importance capitale dans le cadre des débats sur l'intégration de Mayotte dans la République. La recherche s'effectue notamment à partir des décisions rendues en matière familiale par le juge de droit commun depuis 2010 (date à laquelle il a acquis une compétence exclusive pour appliquer les règles du statut personnel mahorais) et par les juridictions cadiales antérieures à cette date. Ces décisions auront préalablement été recensées de façon systématique en vue de constituer une base de données.

2. Participation à une recherche collective portant sur « **L'intégration de la Coutume dans le corpus normatif contemporain en Nouvelle-Calédonie** », 2014-2016 [En réponse à un appel à projets lancé par le GIP Mission de recherche Droit & Justice]

Responsables scientifiques du projet : Étienne CORNUT, Professeur à l'Université de la Nouvelle-Calédonie, et Pascale DEUMIER, Professeur à l'Université Jean Moulin Lyon 3.

L'équipe de recherche, pluridisciplinaire, a associé des enseignants-chercheurs en droit privé et public, en anthropologie, en ethnologie ou encore en sociologie et en économie ainsi que des praticiens confrontés au quotidien de la coutume kanak (magistrats, judiciaires et administratifs, service des affaires foncières et coutumières).

Double objectif de la recherche :

- Constitution d'un corpus de droit coutumier et étude thématique de la jurisprudence rendue en application de la coutume, afin de rendre accessibles des règles qui le sont difficilement ;
- Évaluation des outils théoriques de réception de la Coutume kanak dans le corpus normatif contemporain.

J'ai proposé, avec Sandrine SANA-CHAILLÉ DE NÉRÉ, Professeur à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV, des solutions concrètes pour résoudre les conflits de normes en intégrant mieux la coutume dans le corpus juridique calédonien.

Contribution intitulée : « La méthode conflictuelle, une méthode de résolution du conflit de normes adaptée à l'intégration de la coutume dans le corpus juridique calédonien », Rapport de recherche déc. 2016, p. 409-489 ; publication en 2018 aux Presses universitaires de Nouvelle-Calédonie, dans un ouvrage intitulé : *LA COUTUME KANAK dans le pluralisme juridique calédonien*, 2018, p. 404-486 (Publication n° 6, page IV) / Disponible en ligne sur le site de la Mission de recherche Droit & Justice (<http://www.gip-recherche-justice.fr/>) ou sur le site dédié à cette recherche (<http://coutumier.univ-nc.nc/>).

Cette recherche collective a donné lieu à un colloque de restitution à Nouméa, les 27 et 28 avr. 2017.

3. Participation à une recherche collective à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, portant sur « L'identité à l'épreuve de la mondialisation », 2014-2015

Cette recherche, organisée par les Professeurs Étienne PATAUT et Sylvain BOLLÉE, a donné lieu pendant un an à des séminaires mensuels, afin d'appréhender l'identité dans ses différentes composantes : culturelle, religieuse, génétique, sexuelle, numérique, nationale et européenne, et en tant qu'appartenance à un groupe. Tous ces aspects de l'identité ont été pensés dans le contexte de la mondialisation, qui leur donne une résonance particulière.

J'ai présenté dans ce cadre une conférence intitulée « L'autochtonie, reflet d'une identité spécifique ? Les enjeux d'une nouvelle catégorie juridique » (voir *infra* communication n° 13, page 11), qui a été publiée dans l'ouvrage collectif issu de cette recherche (Publication n° 7, page VIII). L'apport de ma contribution est de mettre en exergue les enjeux de l'appartenance à cette nouvelle catégorie juridique qu'est l'autochtonie. La préservation de l'identité autochtone apparaît en effet comme étant de plus en plus nécessaire pour faire face à la mondialisation.

Organisation de trois colloques internationaux

1. « Les religions et le droit de la famille », colloque en préparation pour le printemps 2020

Je prépare actuellement un colloque international portant sur « Les religions et le droit de la famille », avec deux collègues : Hélène de COURRÈGES (Maître de conférences HDR à l'Université de Rouen Normandie) et Karim EL CHAZLI (Juriste à l'Institut suisse de Droit comparé). Ce colloque, qui portera tout autant sur le droit interne que sur le droit international, comportera une forte dimension historique et de droit comparé.

2. « La nationalité : enjeux et perspectives. Colloque à l'occasion des 20 ans de la Convention européenne sur la nationalité », 16 et 17 nov. 2017

J'ai organisé un colloque international avec Amélie DIONISI-PEYRUSSE (Maître de conférences HDR à l'Université de Rouen Normandie), Fabienne JAULT-SESEKE (Professeur à l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines / Paris-Saclay) et Fabien MARCHADIER (Professeur à l'Université de Poitiers) portant sur « La nationalité : enjeux et perspectives ».

Ce colloque a été programmé à l'occasion des 20 ans de la Convention européenne sur la nationalité – premier texte international encadrant le pouvoir des États en la matière – qui a été signée par la France le 4 juillet 2000 mais qui n'a jamais été ratifiée par la suite. Il a permis de réfléchir tout particulièrement aux rapports entre nationalité, identité et non-discrimination, ainsi qu'aux évolutions récentes du droit de la nationalité française et à ses perspectives d'avenir.

J'ai prononcé une conférence intitulée : « Le statut civil coutumier kanak, une nationalité dans la nationalité ? » (voir *infra* communication n° 6, page 10).

Ce colloque a vu la participation non seulement d'universitaires de renom, français et étrangers, mais également de praticiens. D'anciens membres du Comité d'experts sur la nationalité du Conseil de l'Europe ainsi qu'une représentante de la Direction générale des étrangers en France du Ministère de l'intérieur, nous ont honorés de leur présence.

Les propos introductifs et le rapport de synthèse ont été assurés respectivement par Jean-Yves CARLIER, Professeur à l'Université de Louvain (Belgique), et par Paul LAGARDE, Professeur émérite à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne / École de droit de la Sorbonne.

Les actes ont été publiés par l'Institut Universitaire Varenne, dans la collection « Colloques & Essais », avec une préface de Christos GIAKOUMOPOULOS, Directeur général, Direction générale des Droits de l'Homme et de l'État de droit du Conseil de l'Europe (Direction scientifique n° 1, page II).

3. « Les religions et le droit du travail. Regards d'ici et d'ailleurs », 20 et 21 oct. 2016

J'ai organisé un colloque international avec Hélène de COURRÈGES (Maître de conférences HDR à l'Université de Rouen Normandie) et Bernard CALLEBAT (Professeur à la Faculté de Droit canonique de l'Institut catholique de Toulouse) portant sur « Les religions et le droit du travail ».

Ce colloque s'inscrit dans le cadre d'une collaboration durable entre l'Université de Rouen Normandie et la Faculté de Droit canonique de Toulouse. Un premier colloque, ayant pour objet *Le contrôle des religions par l'État. Hier et aujourd'hui*, s'est déjà tenu à Toulouse, du 11 au 13 sept. 2014. D'autres réalisations communes sont par ailleurs envisagées. Ces manifestations scientifiques ayant trait à la religion font écho au programme RELIGARE (*Religious diversity and secular models in Europe*) de la Commission européenne, auquel ont participé de nombreuses universités et centres de recherches.

Le colloque qui s'est déroulé en 2016 dans les locaux de l'Université de Rouen Normandie était à la fois pluridisciplinaire (les interventions ont porté sur le droit public et privé, l'histoire du droit, le droit international, le droit comparé, le droit canonique et la philosophie) et international (8 intervenants sur 22 sont en poste à l'étranger : Angleterre, Belgique, Canada, Espagne, Israël, Pays-Bas et Suisse).

Le site internet créé à cette occasion sur le portail sciencesconf.org est accessible à l'adresse suivante : <http://drt-relig-rouen.sciencesconf.org>.

Par ailleurs, la majorité des conférences est en ligne sur la web TV de l'Université de Rouen Normandie : <https://webtv.univ-rouen.fr/permalink/c125837e3d98acpondln/>.

Les actes issus des manifestations de 2014 (Toulouse) et 2016 (Rouen) ont été publiés (Direction scientifique n° 3, page II, et Publication n° 6, page VIII).

Participation à des jurys de thèse et de Master 2 / Direction de mémoires en Master 2 : voir la liste exhaustive dans l'Annexe II, pages X à XIII

À l'Université de Rouen Normandie. Direction régulière de mémoires en M2 depuis 2011

- Mémoires et rapports de stage en Master 2 Droit privé général. Parcours Droit international ;
- Mémoires des alternants au sein du Master 2 Droit privé général. Droit des assurances de dommages et responsabilité ;
- Mémoire en allemand du Master *Erasmus Mundus* Pratique Européenne du Droit

En dehors de l'Université de Rouen Normandie

- Mémoires au sein du Master 2 Droit comparé, Spécialité Anthropologie juridique, à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne / École de Droit de la Sorbonne de 2011 à 2015 ;
- Thèses en droit de l'outre-mer (à l'Université d'Aix-Marseille, 2016) et en droit international privé libanais (à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas, 2017).

Responsabilité d'une chronique collective annuelle aux Petites Affiches

L'équipe du CREDHO-DIC de l'Université de Rouen Normandie publie depuis 2002 une chronique collective annuelle aux *Petites Affiches* portant sur le droit international privé. Cette chronique comporte des articles (de cinq pages maximum) et des notes de jurisprudence (de trois pages maximum). Elle a été dirigée précédemment par les Professeurs Patrick Courbe et Fabienne Jault-Seseke. J'assume cette responsabilité depuis 2013, en tant que codirectrice du CREDHO-DIC : voir *infra* Annexe I, page V, la liste des numéros que j'ai coordonnés.

Ces publications annuelles constituent autant d'occasions pour moi de diversifier mes recherches. J'ai publié dans ce cadre trois articles (Publications n^{os} 1, 2 et 5, page III) et six notes (Publications n^{os} 1, 3, 7, 9, 15 et 20, pages V à VIII).

2.3. Colloques, séminaires et journées d'étude

Les numéros de publication renvoient à la liste des publications, présentée dans l'annexe I du *curriculum vitae*, et spécialement aux pages VIII et IX.

1. « **La responsabilité des notaires et des assureurs** », Présidence de deux tables rondes portant respectivement sur « La responsabilité des notaires » et sur « La responsabilité des assureurs », lors du colloque organisé en hommage au Professeur Suzanne Carval, par Julien DUBARRY, professeur à l'Université de Toulon, et Aurore-Angélique HYDE, Maître de conférences à l'Université de Rouen Normandie, et portant

sur « La responsabilité des professionnels du droit », **3 oct. 2019** ;

2. « **Droit insulaire, droit dérogatoire ?** », Conférence présentée à Paris, dans le cadre d'une table ronde portant sur « Les effets de l'isolement territorial », lors du colloque organisé par Jean-Louis ITEN, Professeur à l'Université Paris 8, sous l'égide de la Société française pour le droit international (SFDI), et portant sur « Les Îles et le droit international », **30 sept. 2019** ;
3. « **La situation du mineur étranger** », Conférence présentée à l'Université de Rouen Normandie, lors de la demi-journée d'étude organisée par le CUREJ et portant sur « Les migrations », **5 déc. 2018** ;
4. « **Comment prouver sans les actes ?** », Conférence présentée à Lyon, dans le cadre du colloque organisé par Hugues FULCHIRON, Professeur à l'Université Jean Moulin Lyon 3, et portant sur « La circulation des personnes et de leur statut dans un monde globalisé », **11 et 12 oct. 2018 / Publication n° 1** ;
5. Participation à la journée d'étude organisée à Aix-Marseille par Antoine LECA, Professeur à l'Université d'Aix-Marseille, et Laurent SERMET, Professeur à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, et portant sur « **Le "statut kanak" et l'application à la Nouvelle-Calédonie du droit des peuples autochtones** », **31 mai 2018** ;
6. « **Le statut civil coutumier kanak, une nationalité dans la nationalité ?** », Conférence présentée à l'Université de Rouen Normandie, dans le cadre du colloque international que j'ai organisé avec plusieurs collègues et portant sur « La nationalité : enjeux et perspectives. Colloque à l'occasion des 20 ans de la Convention européenne sur la nationalité » (voir *supra* pages 7 et 8), **16 et 17 nov. 2017 / Publication n° 2** ;
7. Participation au séminaire organisé à Lyon par Étienne CORNUT, Professeur à l'Université de la Nouvelle-Calédonie, et Pascale DEUMIER, Professeur à l'Université Jean Moulin Lyon 3, et visant à **faire le point sur les perspectives ouvertes par la recherche** soutenue par le GIP Mission de recherche Droit & Justice (voir *supra* page 6) **et au-delà de cette recherche, 14 nov. 2017** ;
8. « **Le critère de l'internationalité dans les Principes** », Conférence présentée à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, dans le cadre du colloque organisé par l'Association LEX (Association des anciens et nouveaux étudiants du Master 2 de Droit International Privé et du Commerce International) et portant sur « Principes et droit des contrats » (Principes d'UNIDROIT relatifs aux contrats du commerce international et Principes de La Haye sur le choix de la loi applicable aux contrats commerciaux internationaux), **12 déc. 2016** ;
9. « **La Charte des droits fondamentaux, un instrument inutile pour les travailleurs ?** », Conférence présentée à l'Université de Rouen Normandie, dans le cadre de la recherche collective que j'ai coordonnée avec Abdelwahab BIAD et portant sur « La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne » (voir *supra* pages 4 et 5), **3 oct. 2016 / Publication n° 3** ;

10. Participation à la Journée d'étude à Strasbourg, portant sur « **Le Cybermonde et le Droit international privé** », organisée par les étudiants du Master 2 de Droit international privé de l'Université de Strasbourg, sous la présidence de Danièle ALEXANDRE, Professeur émérite dans cette université, **30 juin 2016** ;
11. « **L'autochtonie du Peuple kanak** », Conférence présentée à Aix-en-Provence, dans le cadre de la Journée pédagogique et d'étude organisée par Laurent SERMET, Professeur à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, et portant sur les « **Peuples autochtones : regards Pacifique** », **31 mars 2016** / **Publication n° 5** ;
12. « **Le juge et la nationalité française dans l'océan Indien** », Conférence présentée à Saint-Denis de La Réunion, dans le cadre du colloque international organisé par Élise RALSER et Jonas KNETSCH, Professeurs à l'Université de La Réunion, en collaboration avec les magistrats de la Cour d'appel de Saint-Denis de La Réunion et de Mayotte, et portant sur « **La nationalité française dans l'océan Indien** », **9 nov. 2015** ; <http://calenda.org/344631> / **Publication n° 4** ;
13. « **L'autochtonie, reflet d'une identité spécifique ? Les enjeux d'une nouvelle catégorie juridique** », Conférence présentée à Paris, dans le cadre de la recherche collective organisée par Sylvain BOLLÉE et Étienne PATAUT, Professeurs à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, et portant sur « **L'identité à l'épreuve de la mondialisation** » (voir *supra* page 7), **12 févr. 2015** / **Publication n° 7** ;
14. « **Des autochtones en Nouvelle-Calédonie, et alors ?** », Conférence présentée à l'Université de Rouen Normandie, dans le cadre du Cycle de conférences d'actualité se tenant au sein du CREDHO-DIC, **21 janv. 2015** ;
15. « **Respect des convictions religieuses et intérêt de l'entreprise : une relation sous contrôle judiciaire** », Conférence présentée à Toulouse, dans le cadre du colloque international organisé par Hélène de COURRÈGES, Maître de conférences HDR à l'Université de Rouen Normandie, et Bernard CALLEBAT, Professeur à la Faculté de Droit canonique de l'Institut catholique de Toulouse, et portant sur « **Le contrôle des religions par l'État. Hier et aujourd'hui** » (voir *supra* page 8), **13 sept. 2014** ; http://aa-ihednmidi-pyrenees.org/IMG/pdf/Colloque_international_a_1_ICT.pdf/ **Publication n° 6** ;
16. « **La prise en compte de la religion par le droit international privé (interne et externe)** », Conférence présentée à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense, dans le cadre de la Journée d'étude des Jeunes Chercheurs organisée par le Centre de Théorie et d'Analyse du Droit et intitulée « **Des ordres et du droit** », **14 nov. 2013** ; <http://calenda.org/264445?file=1>
17. Participation au Colloque annuel de la Société française pour le droit international (SFDI), organisé par Anne-Thida NORODOM, alors Professeur à l'Université de Rouen Normandie, et portant sur « **Internet et le droit international** », **du 30 mai au 1^{er} juin 2013** : responsabilité de l'atelier « **Internet et commerce international** » [Rédaction de l'appel à projets / Sélection des contributions] et intervention relative à « **La protec-**

tion du consommateur-internaute en matière contractuelle » / Publication n° 9 :

http://www.revuegeneraledudroit.eu/wp-content/uploads/appe_doc_2013_Rouen.pdf

18. « **L'apport du droit colonial algérien à la science des conflits de lois. De l'intérêt du droit colonial aujourd'hui** », Conférence présentée à Rouen, dans le cadre du colloque international organisé Jean-Philippe BRAS, Professeur à l'Université de Rouen Normandie, et intitulé « Faire l'histoire du droit colonial, cinquante ans après l'indépendance de l'Algérie », **12 oct. 2012 / Publication n° 8** ;
19. « **Le pluralisme juridique au sein de la République française. Invitation au voyage dans les outre-mer** », Conférence présentée à l'Université de Rouen Normandie, dans le cadre du Cycle de conférences d'actualité se tenant au sein du CREDHO-DIC, **7 juin 2012 / Publication n° 10** ;
20. « **La problématique des conflits internes de lois : un exemple du pouvoir de résolution du droit comparé** », Conférence présentée à l'Université de Rouen Normandie, dans le cadre du Cycle de conférences de Droit comparé du CREDHO-DIC coordonné par Mme Charlotte GIRARD, **12 mai 2011** ;
21. Participation au Campus international d'été organisé à Rouen par Stéphane PESSINA DASSONVILLE, Maître de conférences HDR à l'Université de Rouen Normandie, et ayant pour objet « Le statut comparé des peuples autochtones », **du 26 juin au 9 juill. 2010 / Conférence intitulée « Justice pénale républicaine et droit coutumier kanak », 5 juill. 2010 / Publication n° 11** ;

http://www.univ-parisi.fr/fileadmin/LAJP/DEPLIANT_AUTOCHTONES_FILMS_FR.pdf

22. « **Les conflits internes de lois** », Communication présentée devant le Centre de recherche de droit international de l'Université Paris 2 Panthéon-Assas, **18 févr. 2010** ;
23. Participation aux Conférences de lecture organisées par M. le Professeur Philippe STOFFEL-MUNCK à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2006-2007 / Animation de la conférence, avec Mme Juliette LELIEUR-FISCHER, autour de *L'Ordre juridique de Santi Romano*, **19 janv. 2007**.

3. ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT

3.1. À L'UNIVERSITÉ DE ROUEN NORMANDIE

❖ Cours magistraux et séminaires en tant que maître de conférences (depuis le 1^{er} sept. 2010)

Tous les enseignements sont dispensés en présentiel. Ils sont parfois accompagnés d'un polycopié destiné au Service de l'Enseignement À Distance (SEAD).

Service accompli à Rouen ces quatre dernières années : 269,5 heures en 2018-2019 / 257,5 heures en 2017-2018 / 304,75 heures en 2016-2017 / 357,5 heures en 2015-2016

Heures complémentaires : 77,5 heures en 2018-2019 / 65,5 heures en 2017-2018 / 112,75 heures en 2016-2017 / 165,5 heures en 2015-2016

Enseignements dispensés en 2018-2019 et, le cas échéant, depuis plusieurs années

Droit privé (Séminaire M2)

- Libertés publiques et droits fondamentaux, et en particulier Liberté de pensée, de conscience et de religion (depuis 2017) (4 h en 2018-2019).

Droit international privé (Cours magistraux M1 et M2 / Séminaires M2)

- Droit international privé des obligations (Cours magistral M2) (depuis 2017) (20 h) ;
- Contentieux international. Introduction à l'arbitrage international (Cours magistral M1 / SEAD) (depuis 2015) (9 h) ;
- Droit international privé spécial (Cours magistral M1 / SEAD) (2012-2014 et depuis 2015) (Cours accompagnés de Travaux dirigés en option depuis la rentrée universitaire 2017) (36 h) ;
- Droit international privé général (Cours magistral M1 avec Travaux dirigés / SEAD) (2012-2016) (uniquement SEAD depuis 2016) (36 h) ;
- Droit international privé des assurances et de la responsabilité (Séminaire M2 Droit des assurances) (depuis 2012) (12 h) ;
- Droit social international (Séminaire M2 Droit social) (depuis 2010) (20 h).

Autres enseignements dispensés uniquement les années précédentes

Droit privé (Cours magistraux L1 et L3)

- Régime de l'obligation (Cours magistral L1) (2014-2015) (Remplacement 12 h) ;
- Droit de la consommation (Cours magistral L3) (2011-2013) (36 h) ;
- Introduction au droit privé (Cours magistral avec Travaux dirigés L1) (2010-2012) (32 h) ;
- Organisation juridictionnelle en droit privé (Cours magistral L1) (2010-2012) (18 h).

Droit international privé (Séminaires M2)

- Conflits internationaux de lois (2011-2014 ; 2016-2017) (20 h) ;
- Contentieux international (M2 Contentieux et règlements des différends) (Droit commun / Règlements Bruxelles I/I bis et Bruxelles II bis) (2012-2016) (20 h) ;
- Contentieux international (M2 Droit privé général) (Ensemble des règlements de l'Union européenne) (2010-2017) (20 h).

❖ Formation continue des magistrats et/ou des avocats et préparation des étudiants aux concours juridiques (depuis 2012)

- Séances d'actualité relatives aux Sources du droit (2012), au Droit international privé (depuis 2013) et au Droit du commerce international (depuis 2018) ;
- Rappel des fondamentaux du Droit international privé (depuis 2018).

❖ Cours magistral L1, séminaire M2 et travaux dirigés L2 en tant qu'Attachée temporaire d'enseignement et de recherche (ATER) (2009-2010)

- Contentieux international (Séminaire M2) ;
- Droit des obligations I – Acte juridique (Travaux dirigés L2) ;
- Droit des obligations II – Responsabilité civile (Travaux dirigés L2) ;
- Introduction au droit privé (Cours magistral avec Travaux dirigés L1).

3.2. EN DEHORS DE L'UNIVERSITÉ DE ROUEN NORMANDIE

❖ Préparation à l'examen d'entrée du CRFPA / Prépa Dalloz (depuis 2017)

- Conférences d'actualisation, pendant l'été, en Droit du commerce international ;
- Entraînements, pendant l'été, en Droit international privé et en Droit du commerce international ;
- Animation, pendant l'année, de plusieurs Webclasses en Droit international privé, en Droit du commerce international et en Droit social international.

❖ Séminaire en Master 2 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (2011-2015)

Anthropologie des institutions (à partir de l'exemple de la Nouvelle-Calédonie), Séminaire M2 Recherche Droit comparé, Spécialité Anthropologie juridique (9 h)

❖ Formation continue des magistrats et/ou des avocats (2011-2012)

- Au Barreau de Nanterre : « L'enfant et le droit international privé » (juin 2012) ;
- À l'École Nationale de la Magistrature : « La compétence internationale des juridictions françaises » (nov. 2011).

❖ **Travaux dirigés pendant la thèse de doctorat (1997-2003)** : 444 heures de travaux dirigés dispensés en tant que moniteur, vacataire ou ATER (voir *supra* pages 2 et 3 sur mes différents statuts)

Niveaux	Matières	Universités, statuts et dates
Master 1	<i>Introduction au droit et à la méthodologie (maîtrise franco-anglaise)</i>	Paris 1 Panthéon-Sorbonne, ATER [2001-2003]
	<i>Contrats spéciaux</i>	Paris 1 Panthéon-Sorbonne, ATER [2001-2003]
	<i>Droit international privé (Partie générale)</i>	Évry Val-d'Essonne, Moniteur [1999-2001]
	<i>Droit international privé (Partie spéciale)</i>	Paris 1 Panthéon-Sorbonne, ATER [2001-2003] Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Vacataire [2000-2001]
Licence 3 IUP	<i>Contrats spéciaux</i>	Évry Val-d'Essonne, Moniteur [2000-2001]
	<i>Droit des sûretés</i>	Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, Vacataire [1997-1998]
Licence 1	<i>Institutions juridictionnelles</i>	Paris 1 Panthéon-Sorbonne, ATER [2001-2003]
	<i>Introduction à l'étude du droit civil</i>	Paris - Val de Marne (Paris XII), Vacataire [1997-1998 puis 1999-2000]
	<i>Droit des personnes et de la famille</i>	Paris - Val de Marne (Paris XII), Vacataire [1997-1998]

4. RESPONSABILITÉS EN LIEN AVEC MES FONCTIONS UNIVERSITAIRES

4.1. RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES

- Codirection du Centre de Recherches et d'Études sur les Droits de l'Homme et le Droit International et Comparé de Rouen (CREDHO-DIC) (**depuis 2012**) ;
- Membre élu du **Conseil de laboratoire** du Centre Universitaire Rouennais d'Études Juridiques (CUREJ – EA 4703) (**depuis 2012**) ;
- Membre élu de la **Commission Consultative de Spécialistes d'Établissement (CCSE) restreinte** (**depuis 2011**) ;
- **Présidence du Jury** de délibération du Baccalauréat général – Session 2011 (Lycée Léopold Sedar Senghor à Évreux) (**juill. 2011**).

4.2. RESPONSABILITÉS PÉDAGOGIQUES

- **Codirection**, avec Amélie DIONISI-PEYRUSSE (Maître de conférences HDR à l'Université de Rouen Normandie) du **Master 2 Droit privé**, parcours Droit des Assurances de dommages et Responsabilité (Formation en alternance) (**depuis 2018**) ;
- **Responsabilité pédagogique du Master 1 Droit privé général** (**depuis 2012**) ;

4.3. PARTICIPATION À DES COMITÉS DE SÉLECTION

Participation aux travaux de plusieurs **Comités de sélection** pour le recrutement d'un Maître de Conférences à l'Université de Rouen Normandie (membre local) (sessions de mai 2012 et de mai 2014) et à l'Université de Bourgogne (membre extérieur) (session de mai 2012).

4.4. SOCIÉTÉS SAVANTES ET CENTRES DE RECHERCHES

- Membre du Centre Universitaire Rouennais d'Études Juridiques (CUREJ – EA 4703), équipe du Centre de Recherches et d'Études sur les Droits de l'Homme et le Droit International et Comparé de Rouen (CREDHO-DIC) (depuis 2010) : <http://curej.univ-rouen.fr/> ;
- Membre du **Comité français de Droit international privé** (depuis 2009) : <http://www.cfdip.fr/> ;
- Membre de la Société Française pour le Droit International (SFDI) (depuis 2013) : <http://www.sfdi.org/> ;
- Membre du réseau universitaire européen dédié à l'étude du droit de l'Espace de liberté, sécurité et justice (ELSJ) : <http://www.gdr-elsj.eu/a-propos-du-gdr/presentation/>

ANNEXE I

Liste exhaustive et ordonnée des 60 publications

La liste des publications établie ci-dessous inclut les contributions à paraître ainsi que les contributions en cours de rédaction. Elle exclut en revanche les contributions qui ne sont qu'à l'état de simples projets.

1. Ouvrages individuels, page II

2. Direction scientifique et coordination d'ouvrages collectifs, page II

3. Autres publications, pages III à IX

3.1. Articles, page III

3.2. Contributions dans des ouvrages collectifs, pages III et IV [*À l'exception des communications à des colloques et des conférences publiées : voir infra 3.6*]

3.3. Dictionnaires, Fascicules du *JurisClasseur* et du *Répertoire Dalloz*, page IV

3.4. Chroniques, page V

3.5. Notes d'arrêts, pages V à VIII

3.6. Communications à des colloques et conférences publiées, page VIII et IX

1. OUVRAGES INDIVIDUELS

1. *Le droit international privé en schémas*, Paris, Ellipses (Coll. Le droit en schémas), 2017, 503 pages (*Manuel à destination des étudiants*) :

<https://www.editions-ellipses.fr/droit-international-prive-schemas-p-12328.html>

2. *Les conflits internes de lois*, 2 vol., Préf. Lagarde (Paul), Millau, IRJS (Bibliothèque de l'Institut de Recherche Juridique de la Sorbonne – *André Tunc*, t. 46), 2013, XXXV-3061 pages (*Publication de ma thèse de doctorat*) ;

<http://irjs.univ-parisi.fr/irjs-editions/le-catalogue-de-nos-publications/>

Compte rendu par Étienne CORNUT, *Journal du droit international* 2014-4, Bibl. 15, p. 1364-1369.

2. DIRECTION SCIENTIFIQUE ET COORDINATION D'OUVRAGES COLLECTIFS

1. DIONISI-PEYRUSSE (Amélie), JAULT-SESEKE (Fabienne), MARCHADIER (Fabien), PARISOT (Valérie) (dir.), *La nationalité : enjeux et perspectives*, Préf. Giakoumopoulos (Christos), Actes du colloque international organisé à l'Université de Rouen Normandie les 16 et 17 nov. 2017, Clermont-Ferrand, Institut Universitaire Varenne (Coll. Colloques & Essais), 2019, 359 pages ;
2. BIAD (Abdelwahab), PARISOT (Valérie) (dir.), *La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Bilan d'application*, Préf. Burgogue-Larsen (Laurence), Publication d'une recherche collective conduite à l'Université de Rouen Normandie entre 2015 et 2017, Bruxelles / Nemesi, Limal / Anthemis (Coll. Droit & Justice, t. 117), 2018, 582 pages ;
3. CALLEBAT (Bernard), COURRÈGES (Hélène de), PARISOT (Valérie) (dir.), *Les religions et le droit du travail. Regards croisés, d'ici et d'ailleurs*, Actes du colloque international organisé à l'Université de Rouen Normandie les 20 et 21 oct. 2016, Bruxelles, Bruylant (Coll. Droit et religion, t. 9), 2017, 522 pages.

3. AUTRES PUBLICATIONS

3.1 ARTICLES

1. « Les élections de for dans le contentieux de la responsabilité pour rupture brutale d'une relation commerciale établie. Retour sur plusieurs arrêts récents », *Petites Affiches* n° 182-183 du 12-13 sept. 2017, p. 8-13 (5 pages / 27 000 signes) ;
2. « Les nouvelles règles de droit international privé en matière de mariage homosexuel », *Petites Affiches* n° 229 du 17 nov. 2014, p. 6-11 (5 pages / 24 000 signes) ;
3. « Les classifications des conflits internes de lois à l'épreuve de leur solution », *Revue critique de droit international privé* 2014-3, p. 469-512 (44 pages / 128 000 signes) ;
4. « Internal Conflicts of Laws », in *Yearbook of Private International Law* 2013-2014, vol. XV, p. 541-571 (30 pages / 104 000 signes) [Présentation en anglais de ma thèse de doctorat] ;
5. « Le Règlement (UE) n° 1215/2012 du 12 décembre 2012, portant refonte du Règlement n° 44/2001 concernant les décisions en matière civile et commerciale : les espoirs déçus. Un champ d'application maintenu pour l'essentiel », *Petites Affiches* n° 210 du 21 oct. 2013, p. 9-15 (7 pages / 41 000 signes) ;
6. « Vers une cohérence des textes européens en droit du travail ? Réflexion autour des arrêts *Heiko Koelzsch* et *Jan Voogsgeerd* de la Cour de justice », *Journal du droit international* 2012-2, Doctr. 7, p. 597-660 (65 pages / 247 000 signes).

3.2. CONTRIBUTIONS DANS DES OUVRAGES COLLECTIFS [À l'exception des communications à des colloques et des conférences publiées : voir infra 2.6]

1. Contribution dans les *Mélanges en l'honneur de Suzanne Carval* [En cours de rédaction] ;
2. Contribution dans les *Mélanges en l'honneur d'Eloi Diarra* [En cours de rédaction] ;
3. « Le conflit interne de normes : l'approche épistémologique », in GUENZOU (Youssef), (dir.), *La norme culturelle dans l'ordre juridique*, Préf. Pignarre (Geneviève), Paris, Lextenso éditions (Coll. Contextes) [En cours de rédaction] ;
4. « À chacun sa terre, à chacun son droit ? *Des terres et des hommes en Nouvelle-Calédonie* », in CAMGUILHEM (Benoît), PESSINA DASSONVILLE (Stéphane) (dir.), *Le territoire, approches juridiques*, Mont-Saint-Aignan, Presses universitaires de Rouen et du Havre (Coll. JuriS-Seine) (24 pages / 82 000 signes) [À paraître] ;
5. « Commentaire des articles 33 à 35 des Règlements (UE) 2016/1103 et 2016/1104 du Conseil du 24 juin 2016 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des dé-

- cisions en matière respectivement de régimes matrimoniaux et d'effets patrimoniaux des partenariats enregistrés », in CORNELOUP (Sabine), ÉGÉA (Vincent), GALLANT (Estelle), JAULT-SESEKE (Fabienne) (dir.), *Le droit européen des régimes patrimoniaux des couples. Commentaire des règlements 2016/1103 et 2016/1104*, Paris, Société de Législation Comparée (Coll. Trans Europe Experts, vol. 13), 2018, p. 331-354 (24 pages / 70 000 signes) ;
6. « La méthode conflictuelle, une méthode de résolution du conflit de normes adaptée à l'intégration de la coutume dans le corpus juridique calédonien », in CORNUT (Étienne), DEUMIER (Pascale) (dir.), *LA COUTUME KANAK dans le pluralisme juridique calédonien*, Nouméa, Presses universitaires de Nouvelle-Calédonie, 2018, p. 404-486 (83 pages / 323 000 signes) [Contribution rédigée avec Sandrine SANA-CHAILLÉ DE NÉRÉ, Professeur à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV, dans le cadre d'une recherche collective réalisée avec le soutien du GIP Mission de recherche Droit & Justice / <http://www.gip-recherche-justice.fr/> Article écrit pour 50 %] ;
7. « Patrimoine culturel et identité : la question du rapatriement des restes humains », in DIONISI-PEYRUSSE (Amélie), JEAN-ANTOINE (Benoît) (dir.), *Droit et patrimoine*, Mont-Saint-Aignan, Presses universitaires de Rouen et du Havre (Coll. JuriS-Seine), 2015, p. 271-284 (14 pages / 52 000 signes) ;
- <http://www.lcdpu.fr/livre/?GCOI=27000100527270>
8. « Commentaire des articles 14, 15 et 16 du Règlement (UE) n° 1259/2010 du 20 décembre 2010 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la loi applicable au divorce et à la séparation de corps (Rome III) », in CORNELOUP (Sabine) (dir.), *Droit européen du divorce – European divorce law*, Paris, LexisNexis (Coll. CRE-DIMI, vol. 39), 2013, p. 631-666 (36 pages / 97 000 signes)
- <http://credimi.u-bourgogne.fr/component/content/article/33-productions-scientifiques/productions-scientifiques/129-droit-europeen-du-divorce-european-divorce-law.html>

3.3. DICTIONNAIRES, FASCICULES DU JURISCLASSEUR ET DU RÉPERTOIRE DALLOZ

1. « Fasc. 502-81. Nationalité – Naturalisation. – Réintégration dans la nationalité française », in *JurisClasseur Droit international* (Refonte du fascicule rédigé par le Professeur Hugues Fulchiron) [En cours de rédaction] ;
2. « Pluralisme juridique », in GIRAUDEAU (Géraldine), MAISONNEUVE (Mathieu) (dir.), *Dictionnaire de l'outre-mer* (20 000 signes) [En cours de rédaction] ;
3. « Outre-mer » et « Statut personnel », in THARAUD (Delphine), BOYER-CAPELLE (Caroline) (dir.), *Dictionnaire juridique de l'égalité et de la non-discrimination*, Paris, L'Harmattan (5000 signes par entrée) [À paraître] ;
4. « Conflits internes de lois », in *Répertoire Dalloz. Droit international* (Création de la rubrique), janv. 2015 (22 pages / 171 000 signes).

3.4. CHRONIQUES

Coordination d'une chronique annuelle aux *Petites Affiches* portant sur le Droit international privé et contribution personnelle dans cette chronique :

1. *Petites Affiches* n° 155 du 3 août 2018, p. 3-21 (19 pages / 105 000 signes) ;
2. *Petites Affiches* n° 182-183 du 12-13 sept. 2017, p. 8-22 (15 pages / 80 000 signes) ;
3. *Petites Affiches* n° 192 du 26 sept. 2016, p. 7-12 (1^{ère} partie), n° 193 du 27 sept. 2016, p. 9-15 (2^e partie) et n° 194 du 18 sept. 2016, p. 7-13 (3^e partie) (20 pages / 100 000 signes) ;
4. *Petites Affiches* n° 171 du 27 août 2015, p. 7-15 (1^{re} partie), n° 172 du 28 août 2015, p. 5-14 (2^e partie) et n° 173 du 31 août 2015, p. 8-14 (suite et fin) (26 pages / 107 000 signes) ;
5. *Petites Affiches* n° 229 du 17 novembre 2014, p. 6-19 (1^{re} partie) et n° 230 du 18 novembre 2014, p. 12-23 (suite et fin) (26 pages / 118 000 signes).
6. *Petites Affiches* n° 210 du 21 octobre 2013, p. 9-20 (1^{re} partie) et n° 211 du 22 octobre 2013, p. 12-22 (suite et fin) (23 pages / 108 000 signes).

3.5. NOTES D'ARRÊTS

1. Note sous CJUE, 4 oct. 2018, *Feniks c/ Azteca Products & Services SL*, Aff. C-337/17, *Petites Affiches* 2019 [En cours de rédaction] (*Règlement Bruxelles I sur la compétence en matière civile et commerciale – Notion de matière contractuelle – Action paulienne*) ;
2. Note sous Civ. 1^{re}, 11 avr. 2018, *État d'Irak c/ Sté Heerema Zwijndrecht*, n° 16-24653, *Journal du droit international* 2019-1, Comm. 5, p. 146-160 (15 pages / 52 000 signes) (*Convention de Lugano sur la compétence en matière civile et commerciale – Détermination du propriétaire d'un immeuble situé en France et appréciation de la fictivité d'une société étrangère*) ;
3. Note sous CJUE, 25 janv. 2018, *Maximilian Schrems c/ Facebook Ireland Limited*, Aff. C-498/16, *Petites Affiches* n° 155 du 3 août 2018, p. 14-17 (3 pages / 16 000 signes), « L'action collective de l'utilisateur d'un compte Facebook privé » (*Règlement Bruxelles I sur la compétence en matière civile et commerciale – Qualité de consommateur de l'utilisateur d'un compte Facebook privé – Exclusion du for de protection du consommateur pour les droits cédés par d'autres consommateurs*) ;
4. Note sous Civ. 1^{re}, 20 avr. 2017, *Pierre X. c/ Margaryta Y.*, n° 16-14349, *Revue critique de droit international privé* 2018-2, p. 329-337 (9 pages / 33 000 signes), « Lorsque la loi personnelle de la mère est la loi américaine : recherche de paternité et conflit interne étranger » (*Application de la loi de l'État fédéré désignée par les règles américaines de conflits internes*) ;

5. Note sous Civ. 1^{re}, 20 avr. 2017, *Guy Maurel c/ Martine Decochereaux*, n° 16-16983, *Journal du droit international* 2018-1, Comm. 5, p. 134-149 (16 pages / 55 000 signes) (*Règlement Bruxelles I sur la compétence en matière civile et commerciale – Indivision conventionnelle entre concubins – Action réelle – Incompétence relevée d'office par la Cour de cassation*) ;
6. Note sous Com., 5 avr. 2016, *Sté Decathlon c/ Stés Lidl, Lidl Stiftung, Lidl UK et Lidl Belgium*, n° 13-22491, *Journal du droit international* 2016-4, Comm. 17, p. 1189-1207 (18 pages / 66 000 signes) (*Règlement Bruxelles I sur la compétence en matière civile et commerciale – Compétence en cas de pluralité de défendeurs appartenant à un même groupe – Actes de contrefaçon et de concurrence déloyale – Modèle communautaire – Identité de fait et de droit – Risque de solutions inconciliables*) ;
7. Note sous CJUE, 10 déc. 2015, *Florin Lazar c/ Allianz SpA*, Aff. C-350/14, *Petites Affiches* n° 194 du 28 sept. 2016, p. 7-10 (4 pages / 18 000 signes), « La réparation du préjudice subi par un proche parent de la victime » (*Règlement Rome II sur la loi applicable aux obligations non contractuelles – Notion de « pays où le dommage survient » – Préjudice par ricochet – Lieu de réalisation du dommage initial*) ;
8. Note sous Civ. 1^{re}, 10 juin 2015, *Sté Mary-Laure Gastaud c/ Ele-Hmaea*, n° 14-14599, *Revue critique de droit international privé* 2016-3, p. 506-514 (9 pages / 32 000 signes), « L'absence de régime matrimonial des époux de statut coutumier kanak » (*Conflit interne de lois – Époux de statut civil coutumier kanak – Liquidation judiciaire, décès et régime matrimonial – Bien immobilier acquis sous le régime du droit civil – Primauté du droit commun dans les litiges mixtes – Indivision*) ;
9. Note sous CJUE, 28 janv. 2015, *Harald Kolassa c/ Barclays Bank plc*, Aff. C-375/13, *Petites Affiches* n° 173 du 31 août 2015, p. 8-11 (4 pages / 16 800 signes), « L'action en responsabilité intentée par un particulier contre l'émetteur d'obligations au porteur » (*Règlement Bruxelles I sur la compétence en matière civile et commerciale – Compétence internationale en matière de délit financier – Consommateur ayant acheté des titres au porteur – Responsabilité de l'émetteur des titres – Notions de contrat et de matière contractuelle – Délit – Localisation du préjudice financier*) ;
10. Note sous Civ. 1^{re}, 28 janv. 2015, *Sté Atlas Copco Energas c/ Sté Linde France*, n°s 13-24742 et 14-11208, *Journal du droit international* 2015-3, Comm. 17, p. 893-914 (22 pages / 79 000 signes) (*Règlement Bruxelles I sur la compétence en matière civile et commerciale – Litispendance européenne – Référé-expertise – Priorité de l'action dénégatoire – Abus de droit*) ;
11. Note sous Cour d'appel de Saint-Denis de La Réunion, 11 mai 2012, *Hassany Moridy et Hafid Rafaralahy Wilfried Moridy c/ Min. pub.*, RG 11/00033, *Revue Juridique de l'Océan Indien* 2013, n° 17, p. 208-217 (9 pages / 28 000 signes) (*Attribution de la nationalité française par filiation, art. 18 C. civ. – Perte de la nationalité française des parents à l'indépendance, Loi du 28 juill. 1960 – Condition des enfants mineurs – Réintégration spéciale dans la nationalité française, Loi du 9 janv. 1973 – Absence d'effet sur*

les enfants majeurs) ;

12. Note sous Cour d'appel de Saint-Denis de La Réunion, 16 mars 2012, *Alain Daso Carron c/ Min. pub.*, RG 11/00433, *Revue Juridique de l'Océan Indien* 2013, n° 17, p. 199-208 (9 pages / 28 000 signes) (*Attribution de la nationalité française par filiation, art. 18 C. civ. – Personne née à Madagascar avant l'indépendance – Mère née à Madagascar d'une mère indigène de Madagascar et d'un père légalement inconnu mais d'origine française – Absence d'effet du jugement de métis à l'égard des membres de la famille autres que les descendants*) ;
13. Note sous Civ. 1^{re}, 14 mars 2012, *Djilali O. c/ Min. pub.*, n° 11-30133, *Revue critique de droit international privé* 2013-2, p. 433-447 (15 pages / 53 000 signes), « De la nationalité des descendants d'admis à la qualité de citoyens français » (*Contrôle des conditions de régularité d'un jugement algérien au regard de la Convention franco-algérienne du 17 août 1964 – Nationalité française – Originaire d'Algérie admis à la qualité de citoyen français – Mariage célébré devant le cadî – Caractère déclaratif des jugements supplétifs d'actes d'état civil – Application de la théorie de la putativité du mariage en droit de la nationalité*) ;
14. Note sous Civ. 1^{re}, 12 oct. 2011, *Serge Fourez c/ SA Résidence Le Verseuil*, n° 10-19517, *Journal du droit international* 2012-4, Comm. 20, p. 1335-1354 (20 pages / 70 000 signes) (*Convention de Rome du 19 juin 1980 sur la loi applicable aux obligations contractuelles – Loi applicable au contrat de cautionnement*) ;
15. Note sous Civ. 1^{re}, 15 déc. 2010, *Épx Alidra c/ Min. pub.*, n° 09-10439, *Petites Affiches* n° 237 du 29 nov. 2011, p. 8-11 (3 pages / 17 700 signes), « Refus de prononcer l'adoption d'un enfant recueilli par *kafala* et préservation de l'intérêt supérieur de cet enfant » (*Conflit de lois – Droit commun – Adoption internationale – Droits fondamentaux*) ;
16. Note sous Civ. 1^{re}, 1^{er} déc. 2010, *Marianne Alosio c/ Sylvestre Tokotoko*, n° 08-20843, *Revue critique de droit international privé* 2011-3, p. 610-624 (15 pages / 52 000 signes), « Du droit à prestation compensatoire après dissolution d'un mariage coutumier » (*Conflit interne de lois – Droit coutumier kanak – Absence de prestation compensatoire suite à la dissolution du mariage coutumier – Absence de contrariété à l'ordre public – Clause des « nécessités locales » de la ConvEDH*) ;
17. Note sous Cour d'appel de Saint-Denis de La Réunion, 5 nov. 2010, *Ali Papa c/ Min. pub.*, RG 09/00892, *Revue Juridique de l'Océan Indien* 2012, n° 15, p. 163-172 (10 pages / 35 000 signes) (*Nationalité française – Descendant d'un père né dans les Comores – Attribution de la nationalité française par filiation – Preuve – Possession d'état*) ;
18. Note sous Soc., 12 juill. 2010, *Sté Trans Team Grupo Vialle Iberica c/ Mary*, n° 07-44655, *Journal du droit international* 2011-3, Comm. 13, p. 600-613 (14 pages / 49 000 signes) (*Convention de Rome du 19 juin 1980 sur la loi applicable aux obligations contractuelles – Contrat de travail – Dispositions impératives de la loi applicable à défaut de choix – Droit d'accès au juge*) ;

19. Note sous Civ. 1^{re}, 3 févr. 2010, *Nouredine Hamouda c/ Min. pub.*, n° 09-65366, *Revue critique de droit international privé* 2011-1, p. 39-49 (11 pages / 35 000 signes), « De la nationalité du petit-fils d'un musulman algérien citoyen français » (*Nationalité française – Personne de statut civil de droit local originaire d'Algérie*) ;
20. Note sous Civ. 1^{re}, 16 déc. 2009, *Épx Schuman*, n° 08-20305, *Petites Affiches* n° 148 du 27 juill. 2010, p. 17-20 (3 pages / 13 000 signes), « Le recul de l'article 14 du Code civil : compétence indirecte du juge étranger et conflit de procédures » (*Conflit de juridictions – Effets internationaux des jugements – Droit commun*).

3.6. COMMUNICATIONS À DES COLLOQUES ET CONFÉRENCES PUBLIÉES

1. « Comment prouver sans les actes ? », in FULCHIRON (Hugues) (dir.), *La circulation des personnes et de leur statut dans un monde globalisé*, Actes de colloque [En cours de rédaction / Remise prévue en avril 2019] ;
2. « Le statut civil coutumier kanak, une nationalité dans la nationalité ? », in DIONISIPEYRUSSE (Amélie), JAULT-SESEKE (Fabienne), MARCHADIER (Fabien), PARISOT (Valérie) (dir.), *La nationalité : enjeux et perspectives*, Préf. Giakoumopoulos (Christos), Actes de colloque, Clermont-Ferrand, Institut Universitaire Varenne (Coll. Colloques & Essais), 2019, p. 183-199 (17 pages / 50 000 signes) ;
3. « La Charte des droits fondamentaux, un instrument inutile pour les travailleurs ? », in BIAD (Abdelwahab), PARISOT (Valérie) (dir.), *La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Bilan d'application*, Préf. Burgorgue-Larsen (Laurence), Recherche collective, Bruxelles / Nemesis, Limal / Anthemis (Coll. Droit & Justice, t. 117), 2018, p. 367-411 (45 pages / 131 000 signes) ;
4. « Le juge et la nationalité française dans l'océan Indien », in RALSER (Élise), KNETSCH (Jonas) (dir.), *La nationalité française dans l'océan Indien*, Actes de colloque, Paris, Société de Législation Comparée (Coll. Colloques, vol. 30), 2017, p. 47-101 (55 pages / 175 000 signes) ;
5. « L'autochtonie du Peuple kanak », in SERMET (Laurent) (dir.), *Peuples autochtones : regards Pacifique*, Actes d'une journée pédagogique et d'étude, Presses électroniques de la Maison de la Mélanésie-PEM, 2016, p. 59-76 (18 pages / 44 000 signes) ;
6. « Respect des convictions religieuses et intérêt de l'entreprise : une relation sous contrôle judiciaire », in CALLEBAT (Bernard), COURRÈGES (Hélène de) (dir.), *Le contrôle des religions par l'État en Europe. Hier et aujourd'hui*, Actes de colloque, Toulouse, Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, 2016, p. 315-332 (18 pages / 68 000 signes) ;
7. « L'autochtonie, reflet d'une identité spécifique ? Les enjeux d'une nouvelle catégorie juridique », in BOLLÉE (Sylvain), PATAUT (Étienne) (dir.), *L'identité à l'épreuve de la mondialisation*, Recherche collective, Millau, IRJS (Bibliothèque de l'Institut de Recherche Juridique de la Sorbonne – André Tunc, t. 72), 2016, p. 219-245 (26 pages / 88 000 signes) ;

8. « L'apport du droit colonial algérien à la science des conflits de lois. De l'intérêt du droit colonial aujourd'hui », in BRAS (Jean-Philippe) (dir.), *Faire l'histoire du droit colonial, cinquante ans après l'indépendance de l'Algérie*, Actes de colloque, Paris, IISMM / Karthala (Coll. Terres et gens d'islam), 2015, p. 241-270 (30 pages / 96 000 signes) ;
<http://www.karthala.com/terres-et-gens-dislam/2965-faire-lhistoire-du-droit-colonial-cinquante-ans-apres-lindependance-de-lalgerie-978281113254.html>
9. « La protection du consommateur-internaute en matière contractuelle », in NORODOM (Anne-Thida) (dir.), *Internet et le droit international*, Actes du colloque annuel de la SFDI, Paris, Pedone, 2014, p. 449-462 (14 pages / 47 000 signes) ;
<http://www.sfdi.org/publications/internet-et-le-droit-international-colloque-de-rouen/>
10. « Le pluralisme juridique au sein de la République française. Invitation au voyage dans les outre-mer », in BECKMANN (Roland Michael), MANSEL (Heinz-Peter), MATUSCHE-BECKMANN (Annemarie) (dir.), *Weitsicht in Versicherung und Wirtschaft. Gedächtnisschrift für Ulrich Hübner* [Mélanges], Conférence d'actualité pour le CRE-DHO-DIC, Heidelberg, C. F. Müller, 2012, p. 733-760 (28 pages / 111 000 signes) ;
11. « Justice pénale républicaine et droit coutumier kanak », in PESSINA DASSONVILLE (Stéphane) (dir.), *Cahiers d'anthropologie du droit 2011-2012 : Le statut des peuples autochtones. À la croisée des savoirs*, Actes d'un campus international d'été, Paris, Karthala, 2012, p. 183-208 (26 pages / 70 000 signes).

ANNEXE II

Liste exhaustive des participations à des jurys de thèse et de Master 2 ainsi que des directions de mémoires en Master 2

1. MEMBRE DE JURYS DE THÈSE HORS DE L'ÉTABLISSEMENT

1. Thèse de Mme Melynda BOU AOUN, *Le mariage en droit libanais. Étude de droit international privé*, thèse dirigée par Mme Léna GANNAGÉ, Professeur à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas, détachée auprès de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, **12 déc. 2017**.

Membres du jury : Roula EL-HUSSEINI BEGDACHE, rapporteur (Professeur à l'Université Libanaise), Hervé LÉCUYER (Professeur à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas), Hadi SLIM, rapporteur (Professeur à l'Université François-Rabelais de Tours).

2. Thèse de M. Amir ALI, *L'assimilation juridique du statut personnel mahorais*, thèse dirigée par Mme Isabelle BARRIÈRE BROUSSE, Professeur à l'Université d'Aix-Marseille, **5 févr. 2016**.

Membres du jury : Rémy CABRILLAC, rapporteur (Professeur à l'Université de Montpellier) et Laurent SERMET, rapporteur (Professeur à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence).

2. MEMBRE DE JURYS DE M 2 ET DIRECTION DE MÉMOIRES EN M 2

Direction de mémoires au sein du Master 2 Droit privé, Droit des assurances de dommages et responsabilité, dirigé par Suzanne CARVAL

1. *L'accès à l'emprunt pour les personnes présentant un état de santé aggravé* (soutenance le **18 juin 2018** par Cindy CARMENT) (second rapporteur : Amélie DIONISI-PEYRUSSE, Maître de conférences HDR à l'Université de Rouen) ;
2. *L'harmonisation des critères constitutifs d'une discrimination simplifie-t-elle l'activité des assureurs ?* (soutenance le **20 juin 2017** par Jeanne LEQUIN) (second rapporteur : Suzanne CARVAL, Professeur à l'Université de Rouen) ;
3. *L'expertise amiable et contradictoire en Protection Juridique* (soutenance le **20 juin 2017** par Esther GUERY) (second rapporteur : Suzanne CARVAL, Professeur à l'Université de Rouen) ;

4. *La gestion d'un dossier sinistre Incendie sur le fondement de l'article 1733 du Code civil* (soutenance le **20 juin 2016** par Marion FOURNIL) (second rapporteur : Suzanne CARVAL, Professeur à l'Université de Rouen) ;
5. *La Garantie Catastrophe Naturelle et la Responsabilité Décennale des constructeurs : Deux régimes aux relations étroites et conflictuelles (Mise en exergue à l'occasion de la gestion d'un sinistre sécheresse à la MATMUT »* (soutenance le **20 juin 2016** par Aurélie BOURGEOUX) (second rapporteur : Suzanne CARVAL, Professeur à l'Université de Rouen).

Deuxième rapporteur de mémoires au sein du Master 2 Droit privé, Droit des assurances de dommages et responsabilité, dirigé par Suzanne CARVAL

***Mémoires sous la direction d'Amélie DIONISI-PEYRUSSE, Maître de conférences
HDR à l'Université de Rouen***

6. *L'animal en protection juridique : défense et recours* (soutenance le **18 juin 2018** par Claire POIGNANT) ;
7. *La protection juridique et le traitement de la problématique du harcèlement moral au travail* (soutenance le **18 juin 2018** par Kévin CRIMÉE) ;
8. *Le rôle de la Protection Juridique dans le règlement des litiges relatifs aux nuisances de voisinage* (soutenance le **18 juin 2018** par Floriane DROUET) ;
9. *L'indemnisation des victimes d'actes de terrorisme : entre indemnisation par le FGTI et intervention de l'assureur* (soutenance le **18 juin 2018** par Gabriel ARCHAMBAULT).

***Mémoires sous la direction de Suzanne CARVAL, Professeur à l'Université
de Rouen***

10. *Les réseaux de professionnels en protection juridique* (soutenance le **20 juin 2017** par Manon PETIT) ;
11. *La typologie de l'assurance incendie dans le cadre d'une exploitation professionnelle avec l'exemple d'un établissement de nuit* (soutenance le **20 juin 2017** par Pauline BERNARD) ;
12. *Le traitement des données à caractère personnel par l'assistant* (soutenance le **20 juin 2017** par Marine BLIQUE) ;
13. *Le devoir de conseil dû au souscripteur d'un contrat d'assurance* (soutenance le **20 juin 2016** par Antoine CHARTREL) ;
14. *La protection des clients, un enjeu majeur dans les contrats d'assurance-vie* (soutenance le **20 juin 2016** par Kadiatou CAMARA) ;
15. *La résiliation des contrats d'assurance : aspects théoriques et pratiques* (soutenance le **20 juin 2016** par Estelle BRANCHY).

Direction de mémoires au sein du Master 2 Droit privé général, Parcours Droit international, dirigé par Julie KLEIN

Second rapporteur : Cécile LEGROS, Professeur à l'Université de Rouen

16. *Les conflits de nationalités en droit international privé* (soutenance le **27 sept. 2012** par Jean François SEGUY) ;
17. *Le déni de justice en droit international privé* (soutenance le **27 sept. 2012** par Saad BIN DILEYM) ;
18. *L'exigence d'internationalité de la situation juridique en droit international privé* (soutenance le **27 sept. 2012** par Audrey JULIEN) ;
19. *La protection de l'internaute en droit international privé* (soutenance le **5 sept. 2013** par Adrien RUELLE) ;
20. *Le métier d'avocat : la grande diversité de ses pratiques. Les marques communautaires* (soutenance le **5 sept. 2013** par Pauline COUILLET) ;
21. *L'office du juge aujourd'hui* (soutenance le **22 juin 2012** par Sabrina TAHRAOUI) ;
22. *L'interprétation des conventions internationales en droit du commerce international* (soutenance le **22 juin 2012** par Olivier DESHAYES) ;
23. *Le critère de la nationalité en droit international privé* (2011-2012) (mémoire d'Ahmed ALGHORAIBI – pas de soutenance).

Appréciation de mémoires au sein du Master Erasmus Mundus Pratique Européenne du Droit, dirigée par Madame Marine TOULLIER (soutenance à l'Université de Hanovre)

24. *Das Verbot der Altersdiskriminierung im Europäischen Gemeinschaftsrecht – Unter Berücksichtigung der Richtlinie 2000/78/EG* (2013-2014) (par Mohamed CHERNI).

Direction de mémoires au sein du Master 2 Droit comparé, Spécialité Anthropologie juridique, dirigé par Gilda NICOLAU

25. *La vision des droits de l'homme par les militants d'Amnesty international. Travaux d'anthropologie juridique au sein d'une organisation non-gouvernementale* (soutenance le **7 juill. 2015** par Romane LAGUEL) (second rapporteur : Nadia BELAIDI, Chargée de recherche CNRS) ;
26. *Les mutilations génitales féminines dans les pays d'immigration africaine : cas de la France* (soutenance le **4 juill. 2014** par Boubou BA) (second rapporteur : Gilda NICOLAU, Professeur à l'Université Paris 1) ;
27. *Actualité de l'exhérédation féminine en droit coutumier kabyle* (soutenance le **9 sept. 2014** par Massensen CHERBI) (second rapporteur : Gilda NICOLA, Professeur à l'Université Paris 1) ;
28. *L'évolution des pratiques culturelles chez les immigrés algériens et leurs enfants en matière de dissolution du lien conjugal* (soutenance le **12 sept. 2013** par Caroline BUFFA) (second rapporteur : Gilda NICOLAU, Professeur à l'Université Paris 1).

Deuxième rapporteur de mémoires au sein du Master 2 Droit comparé, Spécialité Anthropologie juridique, dirigé par Gilda NICOLA

29. *Le défunt, le notaire et l'héritier. Anthropologie du rôle du notaire dans le règlement des successions* (soutenance le **21 sept. 2015** par Clément MARTINAGE) (directeur : Gilda NICOLA, Professeur à l'Université Paris 1) ;
30. *Les savoirs traditionnels : contours et logique interne de leur protection. Regard sur le Pérou et sa réponse aux réalités locales* (soutenance le **21 sept. 2015** par Olivia GIORDANO) (directeur : Jean-Dominique WAHICHE, Muséum national d'Histoire naturelle) ;
31. *De la Loi du 11 Germinal An XI au déclin de l'article 57 du Code civil : Paradoxes identitaires de la diversité* (soutenance le **5 juill. 2013** par André-Charles PUMA) (directeur : Gilda NICOLA, Professeur à l'Université Paris 1) ;
32. *Les mineurs délinquants ou l'enjeu de l'encadrement éducatif dans un univers répressif. Une ethnographie d'équipes éducatifs PJJ* (soutenance le **17 sept. 2012** par Lesly GALDIN) (directeur : Gilda NICOLA, Professeur à l'Université Paris 1).